

Zeitschrift: Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse
Herausgeber: Union syndicale suisse
Band: 43 (1951)
Heft: 12

Artikel: La crise du mouvement syndical français : ses causes, ses tendances, comment la surmonter
Autor: Lafond, A.
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-384736>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 12.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

cette réglementation a fait ses preuves. Sur certains points cependant, le projet ne donne pas entière satisfaction et il provoquera diverses critiques. Nous avons montré, quant à nous, les améliorations qui s'imposent. De manière générale, le projet du Conseil fédéral est l'un de ces compromis démocratiques dont nous avons le secret. Espérons, en terminant, que nous n'aurons jamais besoin de remplacer cette « réglementation du temps de paix » par une réglementation du temps de guerre!

La crise du mouvement syndical français

Ses causes, ses tendances, comment la surmonter

Par A. Lafond,

secrétaire confédéral de la C. G. T.-Force ouvrière

La crise du syndicalisme français est évidente. Nos camarades des centrales amies paraissent s'en inquiéter plus que les responsables du mouvement national. Ils n'oublient pas la place tenue par le mouvement français dans le syndicalisme international. Ils sentent aussi — parfois confusément — que la défaillance du véritable syndicalisme aggrave la crise larvée pesant sur la France.

Ils regrettent une éclipse, qu'ils souhaitent momentanée, dans les organismes syndicaux internationaux. Ils redoutent une impuissance lourde pour le destin de la démocratie et de la liberté dans un pays traditionnellement à la pointe du combat pour l'émancipation des peuples et la défense de la personnalité humaine.

Nous ne pensons pas qu'un optimisme de commande doive masquer les faits essentiels. La vérité, pour aussi pénible qu'elle soit, doit être recherchée. Non pour désespérer et s'abandonner, mais au contraire pour déterminer les voies du redressement. Pour s'y engager ensuite résolument et vaincre les difficultés.

En rappelant ici des points d'histoire, nous indiquerons les causes de la crise du syndicalisme français. En dressant le bilan de la situation, nous décèlerons ses tendances. Rapidement nous marquerons, à notre estime, les conditions de son redressement.

Le ver dans le fruit

Au lendemain de la première guerre mondiale, la vieille C. G. T. regroupait des effectifs considérables. La constitution de la III^e Internationale entraînait la première scission syndicale. Les communistes, exploitant le prestige de la victoire de la révolution d'octobre en Russie, entraînaient dans leur sillage les éléments révolutionnaires et libertaires non moscoutaires.

Désormais, à côté de la vieille C. G. T. se dressait la C. G. T. U. La C. G. T. C. dont l'influence était limitée aux employés, restait timide dans ses initiatives et ne jouait aucun rôle.

Au fur et à mesure que se précisait la domestication de la C.G.T.U. au Parti communiste et à Moscou, une décantation se produisait dans ses rangs. Elle perdait de son rayonnement malgré ses outrances. Seuls adhéraient les communistes bon teint, soumis désormais au stalinisme.

La C. G. T. reprenait, au contraire, du poil de la bête. Elle s'attaquait résolument aux problèmes de structure et avait le mérite, dans une crise économique et sociale montante, de présenter un programme révolutionnaire dans sa finalité et réaliste dans ses formes. Un programme qui retentissait bien au-delà des masses ouvrières.

L'évolution de la conjoncture internationale commandait un de ces sensationnels virages auxquels la Russie soviétique nous a désormais accoutumés. Pour la première fois, le Parti communiste renonçait — en apparence — à la violence systématique, à l'antinationnalisme, au défaitisme révolutionnaire. Il se faisait conciliant. Il adoptait la *Marseillaise* et le drapeau tricolore avant d'en revendiquer le monopole.

A la formule du front populaire sur le plan politique répondait l'unité d'action sur le plan syndical. Confédérés et unitaires se trouvaient engagés au coude à coude dans une lutte sociale. Le Parlement sanctionnait par des réformes profondes : semaine de quarante heures, congés payés, conventions collectives, délégués du personnel, etc., les résultats de cette lutte.

De l'unité d'action à l'unité organique, il n'y avait qu'un pas vite franchi. Que pouvaient redouter les confédérés de Léon Jouhaux ? Ils disposaient de la force numérique, des ressources matérielles. Leur programme était accepté et l'adhésion à l'Internationale d'Amsterdam ratifiée.

Mais le ver était dans le fruit. La grande masse des nouveaux adhérents (les effectifs de la centrale réunifiée atteignirent rapidement 6 millions) fut systématiquement travaillée par les hommes des cellules. Le noyautage fit des ravages rapides et déjà à la veille de la deuxième guerre mondiale des fédérations d'industrie et des unions départementales étaient « colonisées », d'autres sur le point de succomber.

Le scandaleux pacte germano-soviétique rendait inévitable la deuxième scission. Benoît Frachon et ses amis, en restant fidèles à Moscou, devenaient les alliés d'Hitler. Comment concevoir pour des hommes libres une cohabitation avec eux ? Ce fut l'époque où les cégétistes staliniens sabotèrent la défense des démocraties et firent des offres de service aux hitlériens allemands quand ils occupèrent la France.

L'attaque du 21 juin 1941 contre l'U. R. S. S., pourtant fidèle alliée d'Hitler jusqu'à la dernière minute, changea l'attitude de nos staliniens clandestins. Ils se muèrent en farouches résistants.

L'inévitable rapprochement avec les syndicalistes qui n'avaient pas attendu le 21 juin pour comprendre ne fit pas oublier aux communistes que la guerre prendrait fin et que le syndicalisme jouerait un grand rôle.

Ils liquidèrent la scission d'août 1939 avec la volonté de dominer la C. G. T. réunifiée et d'en faire l'instrument de leur puissance. Dès lors, ils placèrent leurs hommes pour s'emparer des syndicats et prirent leurs dispositions pour écarter les hommes qui s'opposeraient à eux.

Ils étaient prêts pour la libération. Effectivement lors de celle-ci, ils donnèrent la mesure de leurs moyens. Par la violence, par la menace, par la calomnie, ils éliminèrent les opposants déterminés. Parfois par l'intérêt, par la crainte et le chantage, ils rallièrent les pusillanimes et les ambitieux.

L'épuration fut une arme redoutable entre leurs mains. Il faudra dresser un jour la liste de ceux qui furent assassinés. Il faudra réhabiliter le plus tôt possible ceux qui ont été sanctionnés au mépris d'une élémentaire justice.

Certes, le moment était favorable. La France n'avait plus de gouvernement. Elle aspirait à respirer et à revivre. La classe ouvrière aspirait à l'unité d'une façon sentimentale et aussi pour mettre fin aux injustices qui l'accablaient. Un courant irrésistible la portait en avant. Le patronat et la bourgeoisie tremblaient et se mettaient à genoux devant les staliniens entreprenants et menaçants comme ils s'étaient pliés devant les exigences des vainqueurs allemands et des valets vichyssois.

Voyons les causes initiales de la crise syndicale française. L'opportunisme qui guidait les masses, le silence que s'imposaient des leaders indépendants sacrifiant à une fausse unité se traduisaient par l'acceptation de la domination communiste.

La promotion à des postes ministériels de leaders syndicalistes, la paralysie d'une centrale puissante qui en résulta, son incapacité à placer les problèmes sur leur véritable terrain et surtout d'y apporter une solution valable constituent des causes premières.

La révolution sociale — possible et nécessaire — demeura en suspens. Elle le demeure. La bureaucratisation de la C. G. T. se précipita. Plus de démocratie. Le sommet décide et la base exécute. Plus de liberté: tous les résistants qui se manifestent sont éliminés des postes de responsabilité. Les protestations timides ne dépassent pas les enceintes bien closes des conclaves. L'opposition reste timorée, inorganique, sans leaders. Elle s'embarrasse d'une légalité qui

permet de l'assassiner ; elle s'attache à une unité dont elle est exclue, morceau après morceau.

Les nationalisations sont des chasses gardées où se placent les hommes du « parti », sans compétence, sans scrupule mais sûrs dans les mains des chefs staliniens. Les comités d'entreprise sont vassalisés et détournés de leur but. La bourgeoisie commence à se redresser en laissant passer l'orage.

Toutes ces causes, d'autres encore, conduisaient inévitablement à de graves conséquences. Des couches de plus en plus larges se désintéressent d'un mouvement qui n'a de syndical que le nom, où elles doivent payer et se taire, où leur sont imposés les mots d'ordre d'un parti politique.

La désaffectation et le doute les gagnent. Avec une C. G. T. communiste, c'est tout le syndicalisme qui est mis en cause. Les mouvements dissidents se créent avec les militants les plus ardents. La C. F. T. C. recueille une faible partie de ceux qui redoutent l'isolement. La C. G. C. renaît opportunément pour offrir un refuge aux cadres et techniciens en mal de défense catégorielle et souffrant aussi des couleuvres qu'ils ont dû avaler entre un patronat démissionnaire et des fanatiques soi-disant délégués syndicalistes.

Surtout se reforme l'armée des inorganisés plaçant leur manque de combativité sous le signe du scepticisme.

La géographie du syndicalisme français

Nous passerons sur la scission de fin 1947 intervenue dans la C. G. T. et sur la naissance de Force ouvrière. Cette scission était inscrite dans les faits dès les premiers mois qui suivirent la libération, quand il apparut, clair comme le jour, que les staliniens n'avaient rien abandonné de leurs objectifs, qu'ils n'avaient renoncé à aucune de leurs méthodes.

Nous passerons, car les événements trop récents n'ont pas été oubliés. Protagonistes du drame, nous craindrions de manquer d'objectivité. Puis, le rôle de Force ouvrière, les résultats qu'elle a obtenus et les échecs qu'elle a essuyés méritent une étude spéciale. Nous sommes en effet convaincus qu'elle demeure la pièce maîtresse du redressement syndical en France.

Pour la compréhension de la situation française, il est indispensable de dresser la carte géographique du syndicalisme. Elle apparaît confuse à l'observateur étranger, et elle l'est.

Sous le nom prestigieux de C. G. T. se cache à peine désormais l'organisation la plus puissante de la structure multiforme du Parti communiste dit français. Confédération syndicale en droit, la C. G. T. ne l'est pas en fait. Elle est avant tout et uniquement une organisation politique camouflée, au comportement très souple, sous la conduite d'un maître tacticien, membre du bureau politique du P. C. F.

Les effectifs réels ne dépassent certainement pas 1 million et demi d'adhérents. En estimant à 500 000 le nombre d'inscrits au Parti communiste, il faut admettre qu'elle conserve des sympathisants, des opportunistes, des bornés irrémédiables. Elle conserve aussi une frange de révolutionnaires convaincus, antistaliniens, mais qui n'ont pas trouvé ailleurs des garanties suffisantes pour combattre. Ils sont du reste l'objet d'une élimination systématique et déjà n'occupent plus de fonctions responsables, quel qu'en soit le degré. Ils escomptent un impossible redressement de l'intérieur.

Signalons qu'un nombre important d'adhérents du Parti socialiste restent dans la C. G. T. Le respect de l'indépendance syndicale par la S. F. I. O. conduit à cet étrange paradoxe d'accepter que certains de ses membres fassent la politique du Parti communiste sous le couvert de la C. G. T.

Disposant de sièges bien organisés (pris ordinairement à la vieille C. G. T.), de moyens matériels et financiers sans limite de tout autre provenance que les cotisations, de nombreux permanents, d'une presse encore considérable, bénéficiant de l'aide ouverte du Parti communiste et de sa presse quotidienne, la C. G. T. est de beaucoup l'organisation la plus forte. La carence gouvernementale, la lâcheté et la stupidité égoïste du patronat la servent mieux que sa propre propagande. Aussi influence-t-elle la masse des inorganisés et des mécontents qui lui apportent leurs suffrages pour les élections de délégués du personnel et des délégués des comités d'entreprise.

La C. F. T. C. a vu le nombre de ses adhérents et son influence grandir. Elle s'est solidement implantée dans les différentes professions et aussi dans toutes les régions. Sans doute a-t-elle bénéficié du climat général poussant en Europe occidentale une partie de l'opinion vers ce qu'il est convenu d'appeler la démocratie chrétienne. Sans doute des prélats et des prêtres lui apportent-ils une aide et servent-ils sa propagande, ce qui n'est pas négligeable dans un pays de tradition catholique. Mais sa montée a d'autres causes. Nous l'avons déjà écrit plus haut. Pendant toute la période où la politisation de la C. G. T. s'est précisée, des éléments syndicalistes, pour échapper à la fois aux staliniens et à l'isolement, ont rejoint ses rangs. Ils ont apporté un sang nouveau au moment où une évolution doctrinale et tactique se manifestait dans la centrale chrétienne. Surtout, à notre avis, elle recueillait des cadres de valeur, jeunes, dévoués et dynamiques, appartenant à la classe ouvrière, capables de lui parler, d'affronter les réunions; capables aussi d'organiser. Ces cadres venaient des jeunesses ouvrières chrétiennes où ils avaient été formés.

Mise en possession des moyens et des cadres, placée dans un climat favorable, acceptée facilement par une partie du patronat qui l'avait encouragée pendant une période pour l'opposer à la C. G. T., aidée par des amis parvenus au gouvernement ou installés dans les

allées du pouvoir, la C. F. T. C. prenait de l'autorité. Elle groupe maintenant 600 000 à 700 000 adhérents.

Force ouvrière n'a regroupé qu'une partie des éléments ex-confédérés, c'est-à-dire des non-staliniens de la vieille C. G. T. Elle a été amputée des hommes demeurés au service des communistes (Saillant, Jayat, Ehni, Marion), privée de militants de valeur pris par les jeux politiques (Gazier, Pineau, etc.), décimée par l'épuration, séparée des éléments anarcho-syndicalistes et de deux bases importantes pour le rayonnement et le renouvellement des militants cadres (l'enseignement et le livre); elle a perdu encore le gros des contingents des techniciens et des cadres de l'industrie.

Son autorité demeure prépondérante chez les fonctionnaires où s'impose Neumeyer, qui reste une des plus belles figures du syndicalisme français. Pour retrouver la liberté, la tendance Force ouvrière dut abandonner entre les mains des staliniens les avoirs amassés par la vieille C. G. T. Féroce ment attaquée par les communistes, soutenue par des amis plus compromettants qu'efficaces, battue en brèche par la C. F. T. C., groupant les éléments les plus hétérogènes, elle devait connaître les pires difficultés. S'il est merveilleux qu'elle n'ait pas succombé, il n'est pas étonnant qu'elle n'ait pas triomphé. La stricte objectivité conduirait à rechercher les raisons de son demi-échec. Cela dépasserait le cadre de notre étude. Constatons que si son autorité morale est incontestable, elle ne progresse pas.

A côté des « trois grands », nous trouvons la C. G. C. (Confédération générale des cadres). Elle groupe plus de 100 000 adhérents recrutés parmi les ingénieurs et cadres, les techniciens. Elle tire son autorité moins de ses effectifs que de leur rôle dans la société moderne. Elle encourage un sentiment naturel des cadres qui déclarent « ne pas être des salariés comme les autres ». La formule du syndicalisme autonome des cadres qui trouve en France sa forme la plus achevée est-elle valable? Nous ne le pensons pas. Mais là encore la question sort de notre étude.

Une autre confédération a fait récemment son apparition. La C.T.I. (Confédération des travailleurs indépendants) demeure faible par son rayonnement et son implantation. Elle a été animée à ses origines par des hommes de valeur frappés par l'épuration (Belin et ses amis, Devez, ex-député communiste) et renforcée par des éléments liés au R. P. F.

Sous le générique « autonome » sont groupées des organisations très diverses quant aux effectifs, à l'influence. Elles n'ont bien souvent aucun lien entre elles. En tête vient la Fédération des enseignants avec le puissant Syndicat national des instituteurs. Ses effectifs avoisinent 200 000 membres. Lors de la scission survenue en 1947 dans la C. G. T., les enseignants ont adopté la formule de l'autonomie (vis-à-vis de la C. G. T. et de F. O.) pour rester groupés sur

le plan professionnel. Ils ont maintenu ainsi une masse compacte qui caressait un moment le rêve de rétablir l'unité rompue. En fait, devant l'attitude des staliniens ils ont dû accepter la double affiliation. Les communistes cotisent à la C. G. T. et à la Fédération autonome. Ils mènent l'action pour lui faire adopter les positions cégétistes.

Dans la métallurgie, le livre, les produits chimiques, se sont mis en place des syndicats autonomes. Ils s'étaient fédérés dans un centre où prédominaient les tendances anarchistes et trotskysantes. Ils sont maintenant en voie de résorption.

Pour achever ce tour d'horizon, il faut mentionner un nombre difficilement chiffrable de syndicats dits « professionnels ». Constitués dans le cadre de l'entreprise, vivant en circuit fermé, sans rapport avec l'extérieur et les grands problèmes économiques et sociaux, ils sont avant tout des « syndicats maison ». Sans influence dans une lutte collective, ils se bornent à discuter avec le patron des questions secondaires intéressant l'entreprise. Tolérés, ils illustrent bien l'éparpillement du syndicalisme français et dénotent l'ampleur de la crise. Bien entendu, le patronat a tout intérêt à encourager leur création. De pseudos théoriciens du syndicalisme en font également l'apologie en défendant la conception de la libre entreprise.

Mentionnons encore des chapelles multiples où se retrouvent les anarchistes, des militants ayant rompu avec les grandes centrales ou encore attachés à elles par des liens très lâches et qui recherchent avec plus ou moins de sincérité la réunification syndicale. Leurs recettes sont diverses comme sont diverses les raisons de leur opposition aux mouvements existants. Le syndicalisme français a eu traditionnellement ses opposants et ses doctrinaires.

La multiplicité des organisations ne suffit sans doute pas aux travailleurs pour opérer un choix. En effet, on peut estimer sans risque d'erreur que les syndiqués sont moins de 4 millions et les non-syndiqués plus de 6 millions parmi les salariés syndicables.

La stratégie syndicale

Pendant toute une période, la C. G. T. a cru être assez forte pour entraîner l'ensemble des travailleurs. Elle traitait les autres organisations comme quantités négligeables. Elle multipliait les ordres de grève en fonction des impératifs politiques. La gymnastique a lassé les plus endurcis. Maintenant, les staliniens sont incapables d'entreprendre une action, même correspondant à des objectifs revendicatifs précis et limités, sans l'accord des autres organisations, plus spécialement de Force ouvrière et de la C.F.T.C. Autrement dit, l'attitude de celles-ci apparaît aux yeux des travailleurs comme une garantie.

Mais inversement, l'influence de Force ouvrière et de la C. F. T. C. agissant isolément reste insuffisante pour entraîner une action capable de briser la réaction patronale et la résistance de l'Etat patron. Il ne faut en effet jamais perdre de vue, dans les luttes sociales en France, que l'Etat est le plus puissant des patrons puisque dépend de lui les agents de la fonction publique et aussi tous les travailleurs des secteurs nationalisés (chemins de fer, mines de charbon, gaz, électricité, banques, assurances, régie des automobiles Renault, transports parisiens, etc.).

Pour comprendre la stratégie du mouvement syndical en France, il convient de ne pas oublier des données permanentes. Ces données se résument ainsi :

1° Les staliniens cégétistes se moquent de la revendication des travailleurs. Elle n'est pour eux que le prétexte utilisé pour soulever la colère ouvrière. Ils savent que l'amélioration de la condition prolétarienne, l'élévation des standards de vie éloignent le salariat de leur emprise (Suède, Suisse, Etats-Unis, etc.). La misère est le meilleur de leurs arguments de propagande.

Ils ont besoin d'elle pour parvenir à leur objectif, à leur seul objectif : la prise politique du pouvoir et transformer la démocratie parlementaire en « démocratie populaire ».

2° Les syndicats libres, avec des nuances et des méthodes multiples, visent à l'amélioration de la condition ouvrière. S'ils condamnent le capitalisme en tant que système économique, ils posent le problème de la capacité ouvrière pour assurer sa succession.

3° Le syndicalisme chrétien ne présente en France ni unité idéologique ni unité d'organisation. Une gauche très remuante et brouillonne vise avant tout à s'assurer la prédominance sur l'équipe de Gaston Tessier et à se rendre maîtresse de la C. F. T. C. Sa stratégie obéit donc à des préoccupations internes autant qu'à des obligations découlant de la lutte de classes.

4° L'Etat et le patronat sont liés par une intersolidarité d'intérêts. L'Etat patron réagissant en fonction des incidences budgétaires, le patronat recherchant le maintien et l'extension de ses profits.

En conséquence, l'Etat se dépossède de son rôle d'arbitre. La stratégie syndicale dirige autant les coups contre lui que contre le patronat. Une telle déviation ne peut que servir la stratégie communiste. Elle amène les autres organisations à se préoccuper de problèmes fondamentaux (structures économiques, réforme de la fiscalité, système de distribution, etc.) qui devraient être l'apanage du gouvernement.

Le problème prend une acuité d'autant plus grande que les partis politiques sont discrédités et que l'impuissance des gouvernements s'affirme avec éclat.

Ces données conditionnent la tactique des organisations syndicales et font apparaître, en même temps, l'impasse dans laquelle se débat le véritable syndicalisme — impasse où il risque de s'enfermer et de disparaître.

Les deux fronts

Les syndicalistes staliniens, réduits à l'impuissance s'ils sont isolés, opèrent en souplesse. Ils cessent les attaques violentes contre les leaders des autres organisations, ils ne mettent plus en avant leurs mots d'ordre politique sans les abandonner pour autant. Ils recourent à la pompe à chloroforme. Ils tendent la main à tout le monde et font de l'unité d'action le but suprême de leur propagande. L'habileté est évidente. Ils savent qu'ils déborderont rapidement leurs partenaires éventuels. Ils espèrent aussi qu'à travers la bataille revendicative ils gagneront la bataille politique.

La faiblesse des gouvernements et la lâcheté de la bourgeoisie autorisent tous les espoirs. Il a fallu dix jours en Tchécoslovaquie, avec un Parti communiste beaucoup plus faible, pour que la C. G. T. tchécoslovaque opère une prise du pouvoir qui semblait impossible.

En tout état de cause, ils ont un moyen qui peut leur permettre de liquider la scission syndicale. Et puis, le sentiment d'unité est profondément enraciné au cœur des travailleurs qui sentent, avec raison, que les difficultés qu'ils rencontrent proviennent de leur division. Ils oublient que les apôtres de l'unité d'action sont précisément ceux qui assassinèrent l'unité organique.

Pour les leaders de Force ouvrière, l'unité d'action est inconcevable. Les raisons profondes du divorce sont irrémédiables. Ils ne veulent pas être les fossoyeurs du syndicalisme libre en étant les fossoyeurs de la démocratie.

Les chrétiens, eux, jouent un jeu dangereux. Ils ont l'excuse de n'avoir jamais cohabité avec les staliniens. La tête enflée par les succès qu'ils ont enregistrés, ils pèchent par orgueil. Ils se croient assez forts pour dominer dans une association avec la C. G. T. Voulant accroître leur influence, ils entament des négociations, convaincus que leur habileté leur permettra de se dégager à temps.

Les autres organisations suivent plus ou moins le débat et se laissent pousser au gré des événements.

Les chrétiens voudraient parvenir à des résultats sans être trop prisonniers des staliniens. Force ouvrière sent la nécessité d'agir et cherche à éviter l'isolement. C'est pourquoi elle maintient les contacts avec les chrétiens et a établi des liaisons avec les autonomes de l'enseignement.

En réalité, il s'agit bien, pour les syndicalistes libres, d'une lutte à mener sur deux fronts. Contre le front patronal, suivant la tradition, par nécessité impérieuse puisque la question sociale se pose

avec acuité. Contre les staliniens aussi; ou tout au moins sans eux, pour qu'ils ne puissent pas exploiter la situation créée.

Ainsi se dégage schématiquement le dilemme où se débat le syndicalisme libre. Il doit agir pour redonner aux masses ouvrières espoir en elles-mêmes et confiance dans le syndicalisme. Pour cela, il doit réunir des forces suffisantes qui feront plier le patronat. Or, le patronat spécule sur le sens civique et national des syndicats libres, sur l'attachement à la liberté pour que, refusant l'alliance stalinienne, ils restent condamnés à l'impuissance.

Le syndicalisme stalinien se nourrit de l'égoïsme patronal pour maintenir son emprise. Un patronat borné et réactionnaire profite du stalinisme pour conserver ses privilèges.

La voie du salut

Comment en sortir?

Une voie et une seule voie s'offre. C'est celle du regroupement des forces syndicalistes libres. Séparées, rivales, elles sont impuissantes. Elles apparaissent par cela même vouées à la disparition ou tout au moins à une existence larvaire, de plus en plus bureaucratique, où les réunions des assises statutaires ne sont que le respect des rites.

Non seulement leur rapprochement permettrait la commune utilisation de moyens matériels et de cadres syndicaux, mais surtout l'effet psychologique serait considérable.

La masse énorme des inorganisés se verrait offrir un pôle d'attraction. Déjà détachée de la C. G. T., elle reste soumise à son influence, car celle-ci lui apparaît la plus forte. Suivant une formule d'Anatole France, la masse n'est-elle pas femelle?

Cela est-il possible? Nous le croyons sincèrement. Des difficultés sont à vaincre, certes. Des oppositions de principe ou s'abritant derrière des principes sont à écarter. Mais cette unification est une nécessité. Les leaders ne devraient pas le perdre de vue. Convaincus, ils devraient y travailler sans relâche.

Il n'est pas d'autre voie pour assurer le salut commun.

*

Ce serait une erreur d'imaginer que le problème syndical français n'intéresse que les salariés de France et aussi qu'il n'intéresse que la France.

La situation de l'Italie et de la France commande actuellement dans une large mesure le destin de l'Europe occidentale. Qu'advient-il demain des autres pays si les staliniens s'y rendaient maîtres du pouvoir? Poser la question est y répondre.

Or, dans l'état actuel des choses, seul un syndicalisme libre peut s'opposer au triomphe de l'aventure politique. C'est pourquoi notre

long développement n'est sans doute pas inutile. C'est pourquoi il convient de suivre avec vigilance — et inquiétude — l'évolution d'une situation très fluide. Les élections n'y résolvent rien. Elles ne traduisent pas la gravité de plus en plus aiguë des problèmes posés. La solution est maintenant hors du Parlement. Elle dépend des syndicalistes.

La condition ouvrière en Afrique du Nord

Par R. Bringolf, secrétaire de la Chambre vaudoise du travail

Préambule

La Confédération internationale des syndicats libres (C. I. S. L.) prend sa tâche très au sérieux et met tout en œuvre pour se rendre tout d'abord compte de la situation des salariés des différents continents et ensuite pour envisager les moyens propres à élever le niveau économique et social des masses populaires. Par ces moyens, la C. I. S. L. entend assurer la paix, la liberté et le pain à tout être humain, à tous les peuples de la terre. C'est une œuvre de longue haleine qui est entreprise, c'est presque un travail de titan, mais avec méthode, persévérance et courage l'action est en cours et, si l'évolution des événements le permet, on en verra bientôt les premiers résultats.

Pour réaliser pleinement la situation réelle des peuples de la terre, la C. I. S. L. envoie des commissions d'enquête et d'information dans différents pays ou régions du globe et la documentation ainsi recueillie sur place permet à notre internationale syndicale de prendre les mesures les plus urgentes pour ne pas rester uniquement sur le plan théorique, mais pour passer à l'action.

C'est ainsi qu'une délégation, composée de Irving Brown (A.F.L.), Marcel Babau (C. G. T.-F. O.), Richard Bringolf (U. S. S.) et d'un secrétaire, Pierre Liniger (fonctionnaire de la C.I.S.L. à Bruxelles), fut chargée d'une enquête dans les pays de l'Afrique du Nord: Tunisie, Algérie et Maroc. Les objectifs de la C.I.S.L. dans cette partie de l'Afrique sont:

- 1° Renforcer le syndicalisme libre des travailleurs de l'industrie, des services publics, du commerce et de l'agriculture.
- 2° Contribuer à l'affiliation directe des syndicats libres à la C.I.S.L.
- 3° Eliminer l'influence communiste dans les syndicats.
- 4° Réclamer des mesures tendant à améliorer le standard de vie.

L'ensemble des buts de la délégation était donc de rechercher quels étaient les meilleurs moyens permettant d'arriver aux objectifs cités. Cela comportait une étude soigneuse des facteurs suivants: